A la gauche de la gauche française : une contribution contre les non débats…

vendredi 6 juillet 2007, par SAMARY Catherine (Date de rédaction antérieure : 1er juillet 2007).

Ceux et celles qui voudraient lire ici un bilan « globalement négatif /positif (au choix) » soit de la campagne d'Olivier Besancenot, soit de celle de José Bové peuvent passer à autre chose…

Ceux et celles qui estiment que « tout était possible » - et que « plus rien ne l'est », se trompent…

Il faut se tourner vers l'avenir. Mais aucune confiance ne pourra s'établir si l'on ne peut discuter des désaccords et des échecs

J'ai fait partie des membres de la LCR qui se sont positionnés en interne et publiquement en faveur d'une pleine insertion de leur organisation et d'OB [Olivier Besancenot] dans les collectifs unitaires.

Cela n'impliquait pas de partager l'euphorie irréaliste qui laissait supposer qu'une unité de la Gauche de la gauche pouvait dans l'immédiat changer l'essentiel des résultats : le double « vote utile » anti-Sarko/Le Pen (pour Bayrou et pour S. Royal) aurait quand même pesé massivement. Mais l'enjeu, non négligeable à l'échelle où nous nous situons, et sur le temps long où essayons de construire des nouvelles forces, était d'établir des jalons : pour prolonger quelques fragiles et hétérogènes victoires passées (celle du « Non » de gauche, notamment ; celle du CPE) ; pour donner une traduction politique aux résistances sociales nécessaires, en engageant les débats sur les « alternatives » que personne ne maîtrise.

Je ne partage pas non plus l'idée que les collectifs et composantes unitaires, telles qu'elles existaient donnaient une base clarifiée et durable de résistance. Le « non » au Référendum était hétérogène, y compris le « non » de gauche : quelle société française, dans quelle Europe politique et sociale pour quel autre monde voulons nous combattre ? Quels statuts pour les êtres humains, quelles libertés au plan individuel et collectif ? Les visions déformées, les peurs et exclusives qui ont fait de l'islam une menace à peine voilée, derrière la Loi de mars 2004, les conceptions divergentes de la laïcité, les conflits entre féministes sur la parité et sur le voile… La question des alliances, de leurs pièges ou de leurs portées – du côté des athées comme des croyants. Toutes ces questions ont divisé l'ensemble des formations politiques et des associations – et des collectifs…

Des bilans sont nécessaires, des mises à plat et clarifications sans lesquelles les défiances et divisions instrumentalisées par Sarkozy persisteront et fragiliseront nos réponses.

Les « collectifs unitaires » sont restés peu attractifs pour les jeunes générations de toutes couleurs qu'il aurait fallu, notamment dans les milieux défavorisés, entraîner dans une telle campagne. Et si les Collectifs Bové ont permis localement de répondre un peu plus à cette attente, il faut garder la lucidité de comprendre la marginalité d'ensemble de « tout cela » au regard de ce que nous devons

arriver à bâtir sur la durée…

Dans ces limites, mon hypothèse — indémontrable mais confortée par le résultat du vote Besancenot — était et reste, qu'une équipe de porte-parole collégiale faisant toute sa place à Olivier Besancenot, et l'implication réelle de la LCR dans cette campagne, auraient à la fois modifié l'attractivité des comités – rendant plus difficiles les manœuvres du PCF, et contribué de façon constructive aux débats nécessaires.

Ce n'est pas par des amendements à quelque 125 propositions ou par des textes déclaratoires « inaudibles » qu'on « verrouille » de façon anticipée les futures « trahisons ». Et l'implication de nos diverses composantes — y compris des sensibilités différentes au sein de la LCR — dans les débats, tribunes, tables rondes, et ateliers de associés aux meetings de la campagne, aurait bien davantage fait progresser la compréhension des divergences réelles, des malentendus, des craintes qui se sont avérées fondées…

La majorité de la LCR avait raison tant sur l'acharnement du PCF à imposer sa candidate que ses dépendances envers le PS — et l'épisode des alliances nouées à Bordeaux et des amendements d'Aubagne non intégrés dans les débats des Collectifs ne peut être minimisé. L'attractivité des sirènes du PS, comme d'ailleurs de Bayrou ou de Sarkozy (même si tout cela n'est pas identique, les frontières sont floues comme les étiquettes) a malheureusement été démontrée… Et il est irresponsable de le taire en faisant de ces craintes et de la campagne Besancenot des manœuvres d'appareil sans apports politiques…

Sauf que…

La myopie sur les qualités de la campagne Besancenot est tout aussi désastreuse que la surdité de la majorité de la LCR qui n'en tire qu'une leçon : « on avait raison » — en omettant d'envisager la seule variante qui modifiait un peu la donne : que Besancenot s'intègre dans les collectifs et une campagne « des trois B » — voire, si MGB persistait dans ses pratiques — des deux B portés par des collectifs fonctionnant… autrement.

Etait-ce possible ?

J'ai en tout cas signé, au début de la campagne, un appel public dans ce sens avant que les collectifs ne soient définitivement divisés ; il s'agissait d'y soutenir José Bové comme « bulletin de vote », mais non pas une « campagne Bové », encore moins un « plébiscite Bové »…

Du moins était-ce le sens des amendements que j'avais proposés aux initiateurs du texte, conditionnant ma signature : enlever toute logique apologétique et personnalisée d'un appel centré sur José au profit d'une insistance sur une campagne de plusieurs porte-paroles chacun apportant des qualités et faiblesses, et donc des atouts différents ; j'insistais sur le fait qu'aucun courant ni personne à elle seule ne pouvait apporter de réponse satisfaite au projet d'ensemble ; il fallait donc relativiser le bulletin de vote final en critiquant le présidentialisme en mettant l'accent sur une façon transparente et collective de fonctionner.

Ces amendements ont été intégrés. J'ai donc signé ce texte.

Mais …

José Bové s'est retiré des collectifs, confortant bien des défiances envers sa capacité à accepter des fonctionnements collectifs – permettant d'ailleurs peu de faire contre-poids aux sirènes de Ségolène Royal. Rejeter les partis (dont on peut exiger la transparence des débats, du fonctionnement et des orientations, ainsi que leur respect de la démocratie des cadres plus larges) n'est pas faire de la

« politique autrement ». Les cadres dits « nouveaux » ou plus larges (type Attac ou collectifs) n'échappent pas aux logiques de pouvoirs informels et personnels, d'autant plus difficiles à combattre qu'ils se prétendent « hors partis ». Il faut discuter sereinement de tout cela.

Il est certain qu'une minorité de la LCR n'a jamais été intéressée au processus unitaire – parce que ce n'est pas dans la cohérence de ses positions antérieures. Mais c'est une minorité. La tradition de la LCR, contrairement à LO, et cela depuis de longues années est de rechercher des accords plus larges…

Il est également certain que la majorité de la LCR n'avait, en l'occurrence, pas confiance dans le processus unitaire concret — d'où le fait que tous ses amendements apparaissaient comme des surenchères et des prétextes pour prendre le large sans avoir la responsabilité de briser l'unité… Mais il est vrai que faire l'unité autour d'un enjeu de luttes, ou pour un Non de gauche au référendum européen, ce n'est pas la même chose que de faire l'unité à des élections. Celles-ci sont aussi une occasion de faire connaître des idées étouffées en « temps normal ». La clarté de la campagne Besancenot/LCR était une réelle résistance à l'air du temps. Y renoncer ne se fait pas sans minimum d'assurance d'avancer réellement ensemble…

Si nos positions minoritaires ne l'ont pas emporté, c'est parce que nous n'avons pas convaincu la majorité – pas à cause d'un appareil (l'appareil est faible dans la LCR, et il n'a pas… de pouvoir de décision)… On ne pouvait démontrer que le PCF aurait accepté une candidature autre que MGB — et c'était improbable… Il y avait donc de forts risques d'éclatement de cette unité. Et à supposer qu'on se soit donc retrouvés avec la LCR et OB impliqués dans des collectifs avec José Bové pour candidat — en rupture avec MGB — on ne peut démontrer… que Bové aurait résisté à l'appel Ségolène, dont il a accepté la proposition de mission sans consulter les collectifs.

Et il est même probable, qu'en tête à tête avec la LCR — en cas de rupture avec le PCF – la logique « anti-parti » aurait été source de tensions sans garantie de campagne cohérente et claire…

Voilà pourquoi, fondamentalement, nos positions sont restées minoritaires dans la LCR.

Ce n'est pas la fin de l'histoire…

Il sera impossible de dégager un réel consensus sur les causes et les responsabilités de cet échec.

Mais il faut être honnête dans les causes politiques des défiances. Faire du choix de la majorité de la LCR un « choix d'appareil », c'est renoncer au débat politique (va-t-on discuter avec un « appareil » et va-t-on d'ailleurs considérer que tous ceux et celles qui restent à la LCR ou la rejoignent aujourd'hui — des centaines de jeunes… — soutiennent un « appareil » ?)…
Le risque sectaire existe — partagé. Mais on peut le combattre et en débattre politiquement.

Chercher à forger sur la durée un cadre politique de formation et d'action est un enjeu qui nous concerne toutes et tous. Si l'outil est mauvais, ou dépassé, il faut le jeter. Quel est, quels sont les outils nécessaires ? Menons tous ces débats-là — les bilans des expériences organisationnelles, politiques, syndicales, associatives (y compris, le bilan de la démocratie des collectifs…). C'est indispensable pour l'avenir.

Les « disqualifications » ont été bien vite prononcées, avec d'un côté le risque manifeste d'une orientation sectaire de la LCR « sans
interlocuteurs » – bien que la campagne Besancenot ait été moins sectaire que celle de José Bové…

Et du côté des collectifs Bové, le glissement d'un projet légitime (de construction d'une nouvelle organisation — un « parti », justement…) vers une autoproclamation sectaire et irréaliste, méprisant

les autres…

C’est irresponsable.

En forme de conclusion ouverte…

– Il ne faut pas confondre les résultats des élections (leur photographie) et les dynamiques possibles : beaucoup de ceux et celles qui ont voté au premier tour « utile » Ségolène ne lui font pas pour autant confiance, et chercheront des cadres politiques et associatifs pour résister ; aucun cadre existant ne répond aux enjeux de la période, mais aucune composante des résistances n’est à négliger — quiconque l’oublie construira du sectaire.

– On n’a pas résolu ni débattu à fond des difficultés majeures :

1. Trouver l’orientation et les cadres politico-associatifs permettant d’un côté de ne pas s’enliser dans les institutions non démocratiques existantes et dans la gestion d’un système injuste, mais de l’autre, de sortir de la marginalité : comment peut-on peser d’un poids suffisant, sans se diluer dans des alliances ou des participations gouvernementales et autres qui font perdre notre âme ou notre raison d’être ?

2. Quelle société veut-on et peut-on construire qui respecte et organise le droit du sol, le pluralisme conflictuel et le droit à la diversité des facettes identitaires, mais permette un vivre ensemble égalitaire et démocratique, du local au planétaire – dans la réciprocité des droits ?

– Il faudra multiplier les creusets de rencontres et de débats, tournés vers l’action et les résistances communes envers l’essentiel auquel on se confronte : une lepénisation de la politique et des perceptions dominantes ; une « gauche » qui fait perdre leur sens aux choix solidaires de société — et il faudra débattre des expérience en cours, au Brésil, en Italie… et des résistances et forces nouvelles émergentes, en Amérique latine, en Allemagne…

– Nous sommes confronté-es à une crise sans précédent des « représentations » et donc de la démocratie. Parce que l’essentiel des choix se passe en dehors des enceintes d’élus, encastrés dans les « lois » d’une concurrence où les puissants sont organisés et les dominés atomisés et opposés les uns aux autres ; et où les « valeurs » de la bourse fixent les revenus « acceptables ». On doit remonter de l’exclusion et de la pauvreté aux rapports d’appropriation où une minorité s’empare de biens universels en détruisant les équilibres écologiques et les droits sociaux et humains… Et ne pas accepter l’inacceptable.